

NOTES

AU MOYEN-ORIENT, LES
DEUX ACCORDS D'UNE
RÉVOLUTION
COPERNICIENNE

Léo Keller

SPIRALES



Le Moyen-Orient connaît une transformation profonde : les puissances régionales cherchent désormais à renforcer leur autonomie stratégique plutôt qu'à dépendre exclusivement des États-Unis. L'accord de défense signé à La Mecque entre l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan illustre cette volonté de construire des mécanismes de sécurité régionaux, tandis que la déclaration commune de huit États arabes et musulmans sur Gaza montre leur capacité à adopter des positions collectives, y compris face à Israël.

Cette évolution ne signifie ni le départ des États-Unis, ni la naissance d'un « bloc musulman », mais la fin progressive des alignements automatiques. L'Arabie saoudite apparaît comme le principal pivot de cette nouvelle architecture, en maintenant ses liens avec Washington tout en développant ses relations avec Pékin, Téhéran, Ankara et Islamabad.

Le changement le plus important est peut-être la dissociation croissante entre être un partenaire des États-Unis et s'aligner sur Israël. Le Moyen-Orient évolue ainsi vers un système plus complexe, fondé sur la diversification des alliances, les contrepoids et les appartenances multiples : une véritable « révolution copernicienne » de l'ordre régional.



Quelque chose est en train de changer au Moyen-Orient. Ce n'est pas la naissance d'un bloc anti-occidental. Ce n'est pas davantage la disparition des États-Unis de la région.

C'est plus subtil — et peut-être plus profond.

Les puissances régionales apprennent à construire leur sécurité sans dépendre exclusivement de Washington, à multiplier leurs alliances sans choisir définitivement un camp et, surtout, à dissocier progressivement leur relation avec les États-Unis de leur relation avec Israël.

I. La Mecque : vers une autonomie sécuritaire régionale

Deux événements survenus à neuf jours d'intervalle permettent de prendre la mesure de cette transformation.

Le 7 août 2026, l'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie signent à La Mecque un accord de défense commune. Le 16 août, huit États arabes et musulmans — Arabie saoudite, Égypte, Jordanie, Émirats arabes unis, Qatar, Turquie, Pakistan et Indonésie — condamnent ensemble le rejet israélien de la feuille de route destinée à mettre en oeuvre le plan américain pour Gaza.



Pris séparément, ces deux événements pourraient apparaître comme deux épisodes supplémentaires d'une région saturée d'alliances, de déclarations et de retournements.

Pris ensemble, ils dessinent une autre géographie du pouvoir. Et son centre de gravité porte désormais un nom : Riyad.

La Mecque : davantage qu'un symbole.

Le lieu choisi pour signer le premier accord mérite que l'on s'y arrête.

Le 17 septembre 2025, l'Arabie saoudite et le Pakistan avaient signé à Riyad un accord stratégique de défense mutuelle. Moins d'un an plus tard, la Turquie rejoint le dispositif. Mais cette fois, l'accord est signé à La Mecque.

Riyad est la capitale politique du Royaume. La Mecque occupe une place autrement plus puissante dans l'imaginaire du monde musulman. Ce déplacement n'est pas anodin.

L'Arabie saoudite ne se contente plus d'accumuler les partenariats bilatéraux.

Elle cherche à se placer au centre d'une architecture régionale de sécurité dont elle entend être à la fois le pivot politique, le financier et le médiateur.



Le texte du 7 août est spectaculaire dans sa formulation. Toute attaque armée contre l'un des trois États doit être considérée comme une attaque contre les trois. L'analogie avec l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord vient immédiatement à l'esprit.

Elle doit pourtant être maniée avec prudence.

L'OTAN repose sur une organisation militaire intégrée, des procédures, des structures de commandement, des capacités planifiées et plus de soixante-dix ans d'histoire commune. Rien de comparable n'existe aujourd'hui entre Riyad, Ankara et Islamabad. Le texte de La Mecque crée une solidarité stratégique et une capacité de dissuasion collective ; il ne crée pas, du jour au lendemain, une OTAN musulmane.

Cette nuance est essentielle.

Car l'importance de l'accord ne réside peut-être pas dans ce qu'il obligera juridiquement les trois États à faire en cas de guerre.

Elle réside dans le message qu'il adresse : nous pouvons désormais organiser entre nous une partie de notre sécurité.

C'est le premier élément de la révolution en cours.

Une alliance qui vient de loin

Cette coopération ne surgit pas du néant.

Les relations militaires entre le Pakistan et l'Arabie saoudite sont anciennes. Dès les années 1980, des milliers de militaires pakistanais sont présents dans le Royaume.



Lors de l'invasion du Koweït en 1990, Islamabad renforce encore son dispositif.

Au fil des décennies, le Pakistan contribue à la formation, à la protection et à la montée en puissance des capacités militaires de plusieurs monarchies du Golfe.

L'accord bilatéral de septembre 2025 a donc moins créé une relation qu'il ne lui a donné une nouvelle forme politique. L'accord officiel de 2025 disait déjà qu'une agression contre l'un serait considérée comme une agression contre les deux.

L'entrée de la Turquie change néanmoins l'échelle du dispositif.

Le Pakistan apporte une puissance militaire considérable et, surtout, le statut de puissance nucléaire. La Turquie dispose de la deuxième armée de l'OTAN, d'une industrie de défense devenue très compétitive et d'une expérience militaire acquise sur plusieurs théâtres.

L'Arabie saoudite apporte sa puissance financière, sa position géographique, son poids énergétique et désormais une ambition diplomatique qui ne cesse de s'affirmer.

Ce triangle n'est donc pas une simple addition de capacités.

Il met en relation trois puissances dont les réseaux extérieurs sont remarquablement différents.

Le Pakistan entretient une relation stratégique majeure avec la Chine tout en conservant des liens avec Washington.



La Turquie appartient à l'OTAN, dialogue avec Moscou, négocie avec Téhéran et entend retrouver une place centrale au Moyen-Orient. L'Arabie saoudite reste un partenaire essentiel des États-Unis tout en approfondissant ses relations avec Pékin et en maintenant le dialogue avec l'Iran.

C'est précisément ce qui fait l'originalité du dispositif. Aucun des trois ne choisit un camp exclusif. Et la Turquie a d'ailleurs insisté sur ce point après la signature : le nouveau mécanisme n'a pas vocation à remplacer les alliances existantes. Les trois pays prévoient parallèlement des mécanismes de coordination politique et militaire, des exercices communs et une coopération industrielle accrue. La vieille logique des blocs s'efface au profit d'une diplomatie des appartenances multiples.

Riyad ne choisit plus entre Washington, Pékin et Téhéran. Pendant des décennies, la sécurité des monarchies du Golfe s'est construite autour d'une évidence : en dernier ressort, les États-Unis constituaient la garantie ultime. Cette évidence s'est érodée.

L'Arabie saoudite n'a pas rompu avec Washington. Elle n'en a aucun intérêt. Les États-Unis restent une puissance militaire, technologique, financière et diplomatique incontournable.

Mais Riyad ne veut plus que cette relation soit synonyme de dépendance.



La différence est considérable.

Le rapprochement engagé avec l'Iran sous médiation chinoise avait déjà envoyé un premier signal. L'Arabie saoudite pouvait rester un partenaire majeur des États-Unis tout en laissant Pékin parrainer une désescalade avec son principal rival régional.

Le pacte de La Mecque pousse cette logique plus loin : le Royaume cherche désormais à fabriquer des garanties supplémentaires avec d'autres puissances régionales.

Ce n'est donc pas un basculement de l'Arabie saoudite vers la Chine, vers la Russie ou vers un hypothétique « camp musulman ».

C'est une politique d'autonomie par diversification.

La distinction est fondamentale.

Elle permet de comprendre pourquoi Riyad peut simultanément acheter américain, dialoguer avec Pékin, se rapprocher d'Islamabad, construire un mécanisme avec Ankara et maintenir un canal avec Téhéran.

Vu d'Europe, cette politique peut donner l'impression d'une accumulation de contradictions.

Vue de Riyad, elle est au contraire parfaitement cohérente : multiplier les relations pour réduire la dépendance à chacune d'entre elles.

Ni hégémonie iranienne, ni hégémonie israélienne

L'autre transformation concerne Israël.



II. Un rejet de l'hégémonie iranienne au refus d'une hégémonie israélienne

Pendant plusieurs années, une partie de la diplomatie occidentale a considéré qu'une normalisation entre Israël et l'Arabie saoudite finirait par constituer l'aboutissement logique des accords d'Abraham.

L'hypothèse n'était pas absurde.

Les intérêts stratégiques communs étaient nombreux. L'Arabie saoudite comme Israël percevaient l'expansion régionale iranienne comme une menace. Les coopérations économiques et technologiques possibles étaient considérables. Washington poussait dans cette direction.

Mais une erreur d'analyse consistait à transformer une convergence d'intérêts en alignement stratégique durable.

L'Arabie saoudite ne souhaite pas vivre sous une hégémonie iranienne.

Rien n'indique qu'elle souhaite davantage voir émerger une hégémonie israélienne.

C'est l'un des paradoxes les plus importants de la période actuelle : la démonstration de la puissance militaire israélienne peut renforcer la sécurité immédiate d'Israël tout en détériorant son environnement stratégique à plus long terme.



Une puissance qui démontre qu'elle peut frapper très loin, très fort et durablement ne rassure pas nécessairement ses voisins, y compris lorsque ceux-ci partagent certains de ses adversaires. Elle peut au contraire les inciter à chercher des contrepoids.

C'est dans cette perspective que l'accord de La Mecque prend une autre dimension. Il n'est officiellement dirigé contre personne. Il répond évidemment à des préoccupations liées à l'Iran et aux bouleversements militaires de la région. Mais sa logique offre également à Riyad un moyen de ne dépendre d'aucune puissance régionale pour sa propre sécurité.

Ni Téhéran.

Ni Jérusalem.

Ni même exclusivement Washington.

III. La question palestinienne redevient une question régionale

Le 16 août, un deuxième événement change la perspective. Neuf jours après l'accord de La Mecque, un communiqué commun est publié par huit États : l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Jordanie, les Émirats arabes unis, le Qatar, la Turquie, le Pakistan et l'Indonésie.

Cette fois, il n'est plus question d'organisation militaire.

Il est question de Gaza, du plan américain et de l'État palestinien.



Les huit condamnent le rejet israélien de la feuille de route destinée à poursuivre la mise en oeuvre du plan de Donald Trump. Ils considèrent que cette position compromet les efforts visant à parvenir à une paix durable et réaffirment la perspective d'un État palestinien souverain sur la base des lignes de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Les informations publiées le 16 août confirment bien la composition de ce groupe et la condamnation commune du rejet israélien.

À première vue, rien de révolutionnaire.

Les pays arabes défendent depuis longtemps la solution à deux États.

Mais ce serait passer à côté de l'essentiel.

L'importance du communiqué tient moins à chacune de ses phrases qu'à la liste de ceux qui les signent ensemble.

Huit États qui n'ont presque aucune raison de former un bloc

L'Indonésie n'a ni la même géographie, ni les mêmes préoccupations sécuritaires que la Jordanie.

Le Pakistan n'a pas la même relation aux États-Unis que le Qatar.

La Turquie d'Erdoğan n'a pas la même relation avec Israël que les Émirats arabes unis.

L'Égypte et la Jordanie ont signé depuis longtemps des traités de paix avec Israël.



Les Émirats ont rejoint les accords d'Abraham. Le Qatar accueille une importante présence militaire américaine. La Turquie appartient à l'OTAN. Le Pakistan entretient une relation privilégiée avec Pékin.

Leurs intérêts divergent. Leurs ambitions se concurrencent parfois.

Leurs relations avec Washington, Pékin, Téhéran et Israël ne se ressemblent pas.

Et pourtant ils signent le même texte.

Ce n'est pas la naissance d'un bloc homogène.

C'est justement parce qu'ils ne constituent pas un bloc que leur convergence mérite l'attention.

Elle révèle l'existence d'une ligne rouge suffisamment forte pour réunir momentanément des acteurs qui, sur beaucoup d'autres sujets, ne partageraient ni la même table ni la même stratégie. Cette ligne rouge est double : la question palestinienne ne peut être évacuée de l'ordre régional ; et la normalisation avec Israël ne peut se substituer indéfiniment à une solution politique.

Le retour d'une question que l'on croyait pouvoir contourner
C'est probablement l'une des principales erreurs stratégiques de la décennie précédente.



Les accords d'Abraham avaient produit un bouleversement diplomatique réel. Ils démontraient qu'un État arabe pouvait normaliser ses relations avec Israël sans attendre la résolution du conflit israélo-palestinien.

De là est née une extrapolation beaucoup plus hasardeuse : puisque la normalisation était possible sans règlement préalable, la question palestinienne serait progressivement devenue secondaire.

Les deux propositions n'étaient pas équivalentes.

On pouvait commercer avec Israël, coopérer avec lui, ouvrir des ambassades, développer des partenariats technologiques et simultanément considérer que la question palestinienne restait politiquement explosive.

Le communiqué du 16 août rappelle brutalement cette distinction.

Et il le fait au moment où les mêmes huit pays avaient déjà, à plusieurs reprises en 2026, pris des positions communes sur Jérusalem, la colonisation et la solution à deux États. Leur convergence n'est donc pas apparue en une nuit.

La Palestine n'a pas disparu derrière les accords d'Abraham. Elle revient au centre dès lors que l'absence de règlement menace l'équilibre régional.



Le cas émirati est le plus révélateur

Parmi les huit signatures, celle des Émirats arabes unis est probablement la plus importante.

Abou Dhabi a été l'un des acteurs majeurs des accords d'Abraham. Ses relations avec Israël ont dépassé la seule diplomatie : commerce, technologie, investissements et coopération sécuritaire ont donné à la normalisation une profondeur réelle.

Voilà pourtant les Émirats associés à l'Arabie saoudite, au Qatar, à l'Égypte, à la Jordanie, à la Turquie, au Pakistan et à l'Indonésie dans une déclaration qui met explicitement en cause la position israélienne.

Cela ne signifie pas que les Émirats renient les accords d'Abraham. Ce serait une lecture beaucoup trop rapide.

Cela signifie quelque chose de plus intéressant : normaliser avec Israël ne signifie plus nécessairement s'aligner sur Israël.

La différence est immense.

Abou Dhabi peut vouloir préserver ses relations avec l'État hébreu tout en considérant que certaines orientations du gouvernement israélien menacent l'ordre régional qu'il cherche lui-même à construire.

Autrement dit, les accords d'Abraham survivent peut-être, mais leur signification change.

Ils cessent d'être nécessairement le socle d'un bloc stratégique pour devenir l'un des réseaux relationnels d'un Moyen-Orient beaucoup plus complexe.

IV. Washington perd le monopole : vers une nouvelle géographie du pouvoir.

Washington perd un monopole, pas nécessairement son influence. C'est ici qu'il faut éviter une autre erreur. Tout cela serait-il une défaite américaine ? Oui, en partie.

Mais certainement pas au sens d'un Moyen-Orient qui tournerait le dos aux États-Unis.

Le paradoxe du communiqué du 16 août est même spectaculaire : ces huit pays contestent Israël au nom d'un plan américain.

Ils ne demandent pas à Washington de partir. Ils lui demandent d'agir.

Ils appellent les États-Unis à maintenir leur implication afin d'obtenir le respect de la feuille de route. Dans le même temps, les médiations autour du plan continuent d'associer Washington, l'Égypte, le Qatar et la Turquie.

Voilà pourquoi parler simplement de « déclin américain » serait insuffisant.

Les États-Unis restent indispensables.

Ce qu'ils perdent progressivement est autre chose : le monopole de l'organisation stratégique de la région.

Les puissances régionales ne veulent plus attendre que Washington définisse seul leurs alliances, leurs ennemis et leurs garanties de sécurité.



Elles construisent leurs propres réseaux. Et elles peuvent, dans le même mouvement, demander aux États-Unis d'utiliser leur puissance lorsque leurs intérêts convergent.

L'autonomie ne signifie pas l'hostilité. Le vrai risque stratégique pour Israël. Pour Israël, en revanche, la transformation peut être plus préoccupante.

Pendant longtemps, la puissance américaine et la puissance israélienne ont pu apparaître, vues de la région, comme deux composantes largement imbriquées d'un même ordre stratégique. Elles commencent à se dissocier.

Un État peut aujourd'hui être étroitement lié aux États-Unis tout en contestant frontalement la politique israélienne.

Le Qatar en fournit une illustration évidente. Les Émirats également. L'Arabie saoudite plus encore.

Et le communiqué du 16 août pousse cette logique à un niveau supplémentaire : plusieurs partenaires majeurs de Washington demandent à Washington de faire pression sur Israël.

C'est une configuration très différente de celle qui prévalait au moment des accords d'Abraham.

Israël risque donc moins de perdre tous ses partenaires que de cesser d'être considéré comme le partenaire structurant autour duquel peut s'organiser une partie de l'ordre régional. C'est peut-être là le paradoxe le plus cruel.



L'Arabie saoudite apparaît au coeur de ces deux mouvements. Elle accueille et structure le pacte militaire du 7 août. Neuf jours plus tard, elle figure parmi les huit États qui réaffirment collectivement une ligne politique sur Gaza et la Palestine.

Elle maintient parallèlement ses liens avec Washington, développe sa relation avec Pékin et cherche à éviter une nouvelle escalade avec Téhéran.

Il serait excessif d'en conclure que Riyad a remplacé Washington comme centre du Moyen-Orient. Mais il devient de plus en plus difficile de penser le système régional sans passer par Riyad.

Le changement est considérable.

Pendant longtemps, l'Arabie saoudite a exercé une influence immense tout en préférant souvent agir en retrait. Elle assume désormais davantage sa puissance.

Non pas nécessairement pour constituer un empire régional, mais pour devenir le lieu où des intérêts contradictoires peuvent se rencontrer sans devoir se confondre. C'est une forme de puissance particulièrement adaptée au monde qui vient.

La diplomatie des « carreaux fêlés »

Leo Keller utilise une image qui mérite d'être conservée : celle d'une diplomatie des « carreaux fêlés ». Elle décrit assez bien le système qui apparaît.



Les alliances existent toujours, mais elles ne sont plus parfaitement étanches. La Turquie est dans l'OTAN mais construit un pacte militaire avec Riyad et Islamabad. Le Pakistan est profondément lié à la Chine mais entretient des relations avec Washington et renforce son rôle dans le Golfe.

L'Arabie saoudite reste un partenaire américain majeur tout en dialoguant avec Pékin et Téhéran. Les Émirats entretiennent une relation profonde avec Israël mais signent un communiqué qui met en cause sa politique.

Le Qatar accueille une infrastructure militaire américaine essentielle tout en conservant sa propre diplomatie régionale.

Les carreaux sont toujours là. Mais leurs fissures permettent désormais de regarder dans plusieurs directions à la fois. C'est moins élégant que l'ordre bipolaire. C'est aussi beaucoup plus proche du monde réel.

Une révolution copernicienne ?

Le terme peut sembler excessif. Il ne l'est peut-être pas.

La révolution qui s'esquisse au Moyen-Orient n'est pas celle d'un basculement de l'Occident vers l'Orient, des États-Unis vers la Chine ou d'Israël vers l'Iran.

Elle est celle de la fin progressive des alignements automatiques.

Washington peut rester central sans être hégémonique.



Riyad peut être allié des États-Unis sans leur déléguer sa sécurité. Ankara peut appartenir à l'OTAN sans réduire sa politique étrangère à l'Alliance atlantique.

Abou Dhabi peut maintenir les accords d'Abraham sans soutenir toutes les orientations israéliennes. Et plusieurs États peuvent refuser l'hégémonie iranienne tout en considérant simultanément qu'une puissance israélienne sans contrepoids ne correspond pas davantage à leurs intérêts.

C'est cela que les événements des 7 et 16 août donnent à voir. Ils dissocient trois réalités que l'on avait fini par traiter comme un seul ensemble : l'influence américaine, la centralité stratégique d'Israël et l'appartenance à un ordre régional pro-occidental.

Ces trois dimensions ne coïncident plus nécessairement.

C'est une mauvaise nouvelle pour Washington s'il persiste à vouloir organiser seul la région. C'en est une plus sérieuse encore pour Israël si sa sécurité continue d'être pensée essentiellement à travers sa supériorité militaire.

Mais ce n'est pas nécessairement une mauvaise nouvelle pour la stabilité régionale.

Un système dans lequel plusieurs puissances se contrebalancent peut produire davantage de prudence. Il peut aussi produire davantage d'incertitude.



Tout dépendra de la capacité de ces nouveaux mécanismes à transformer une accumulation de relations bilatérales en véritable architecture de sécurité.

Bismarck savait qu'un système diplomatique n'est jamais aussi solide que lorsqu'aucun de ses acteurs n'a intérêt à le renverser.

Le Moyen-Orient expérimente peut-être aujourd'hui sa propre version de cette règle.

La Mecque n'a pas créé une nouvelle OTAN. Le communiqué du 16 août n'a pas créé un front musulman contre Israël. Riyad n'a pas remplacé Washington.

Mais quelque chose s'est déplacé.

Les États de la région ne veulent plus seulement choisir entre les puissances. Ils veulent devenir eux-mêmes des puissances capables de choisir.

Et c'est peut-être cela, la véritable révolution copernicienne.

Léo KELLER

